

# Caminando

En Marche !

Vol.25 no.1 Novembre 2006

## Conflits et résistance :

## Les minières canadiennes et leurs impacts au Sud



# UN MAL DONT NOUS SOMMES L'ORIGINE...

Dans la présente conjoncture, où l'extrême mobilité des capitaux et l'allègement de la législation vis-à-vis les investissements étrangers permettent à toute compagnie de s'immiscer dans la gestion des ressources naturelles, les communautés protestent contre l'ingérence étrangère dans leurs affaires et prennent action pour que leur droit à l'autodétermination soit respecté.

Dans cette optique, le concept d'autodétermination doit être considéré comme la capacité des communautés à gérer indépendamment de toute influence étrangère les affaires entourant les ressources, les activités et occupations s'offrant à elles et selon la volonté de ses habitant-es. Ainsi une communauté peut-elle décider collectivement de la distribution de ses richesses et de la direction à donner à son propre développement.



Cette édition du Caminando porte sur les mouvements de résistance autochtones, paysans ou citoyens cherchant à défendre leur autodétermination contre des modèles de développement exogènes prescrits par des acteurs nationaux ou transnationaux qui n'hésitent pas à user de la force pour imposer leurs visions « libérales » et paver le chemin pour leurs « projets de développement économique. » Notre dossier spécial, Conflits et résistance : les minières canadiennes et leurs impacts au Sud, porte plus particulièrement sur les conséquences politiques et socio-environnementales de l'exploitation canadienne des ressources minières sur des communautés de l'Équateur, du Pérou, de l'Argentine et du Guatemala.

Ces articles présenteront une analyse approfondie de cas où, en tant que Canadien-nes et contribuables, nous sommes responsables des conséquences désastreuses pour les communautés qui en sont victimes, en raison de notre inertie, causée principalement par le manque d'information à ce sujet. En effet, le gouvernement du Canada appui les industries minière, gazière et pétrolière en octroyant de généreuses subventions et autre aide financière par l'intermédiaire d'Exportation et développement Canada, en soutenant politiquement les entreprises par l'entremise de ses ambassades et de ses délégations commerciales, ainsi qu'en investissant dans le secteur extractif avec le capital du Régime de pensions du Canada.

C'est pour cette raison que le Caminando et toute l'équipe du CCDHAL vous invite à vous inscrire à la SolidaRed, le réseau d'actions urgentes et d'actualités alternatives du CCDHAL qui fait appel aux gens du monde entier à appuyer les revendications et dénonciations des communautés des Amériques dont les ressources et le territoire sont menacés et dont la volonté et les droits se voient incessamment bafoués.

**À très bientôt!**  
**CCDHAL**

*Marie-Dominik Langlois,*  
*coordonnatrice*

*Laura Handal Lopez,*  
*chargée des programmes internationaux*

*Martin St-Pierre,*  
*responsable des événements publics*

# OAXACA

## ou le prélude des luttes à venir

« Ce que nous voulons pour l'État d'Oaxaca est une loi transparente qui serve le peuple ». Ainsi s'exprimait l'un des participants à la Marche pour la dignité du peuple d'Oaxaca menée sous le mot d'ordre : « N'oubliez pas le 14 juin ».

Par  
David  
Murray

Ce professeur, membre de la section 22 du syndicat national des travailleurs de l'éducation et préférant garder l'anonymat à cause du harcèlement constant dont il fait l'objet de la part des divers groupes gouvernementaux, poursuit : « À Oaxaca, quiconque détient le titre de gouverneur a toujours fait ce qu'il voulait. Maintenant, le premier forum pour changer les fondations de la loi a été organisé dans l'État d'Oaxaca. [...] ce dont nous avons besoin, c'est d'un changement dans la loi qui mette l'accent sur les us et coutumes du peuple, et qui fasse en sorte que, lorsqu'un gouvernement ne fonctionne pas, il puisse être remplacé ».

Ce qui n'était qu'une grève du corps professoral de la ville d'Oaxaca de Juarez déclenchée en mai dernier, est maintenant devenu un large mouvement social qui a pris une ampleur nationale. Le conflit social qui sévit actuellement à Oaxaca a pris forme dans l'ombre des tractations qui ont entaché l'élection présidentielle mexicaine du 2 juillet dernier. Pourtant, cette lutte semble plus annonciatrice de celles qui pourraient éclore à travers le Mexique au cours des prochaines années.

### Radicalisation d'un simple mouvement de protestation

Un retour en arrière s'impose afin de bien saisir la portée et la profondeur de l'important mouvement social qui a pris forme à Oaxaca. Cet État, à majorité autochtone, témoigne bien des contradictions profondes de la société mexicaine et les met en exergue de façon éloquent. Le gouvernement mexicain estime que 25 millions de personnes, soit 23,6 % des mexicains et mexicaines, vivent dans l'extrême pauvreté. Selon un représentant d'EDUCA, une organisation de développement et d'éducation oaxacane, 75 % des 3,4 millions de résident-es de l'État d'Oaxaca vivent dans ces mêmes conditions. C'est en fait le deuxième État le plus pauvre après celui du Chiapas.

Pour situer un début à la crise actuelle, il faut retourner au 22 mai dernier lorsque des milliers de professeur-es et d'administrateurs/trices appartenant à la section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation déclenchaient une grève tout en décidant de camper sur le zócalo, la place centrale de la capitale, de bloquer les autoroutes et édifices gouvernementaux de façon pacifique et de « marquer » leur territoire en tapissant la ville de graffitis mentionnant, entre autres, : « notre mouvement n'a pas de meneurs, il vient de la base. » Leurs demandes incluait principalement des majorations salariales, des uniformes et des souliers pour l'ensemble des élèves, plus de bourses d'études et une augmentation du budget pour les équipements et infrastructures scolaires.



Aux demandes des grévistes, le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz, a plutôt décidé, le 14 juin à l'aube, d'envoyer l'escouade anti-émeute afin de démanteler leurs campements au cœur de la ville au cours d'une intervention assez violente : du haut des hélicoptères on lançait des gaz lacrymogènes pendant que plus de 1000 officiers des forces de l'ordre chargeaient la foule. Les quelques 600 grévistes qui dormaient sur place ont alors retraité pour ensuite revenir renforcés de quelques 30 000 professeur-es et citoyen-nes enragé-es. Ce fut ensuite au tour des forces de l'ordre de battre en retraite.

Ce qui fut alors considéré comme une tentative avortée de tuer dans l'œuf le mouvement de grève, 5 semaines seulement après les massacres survenus à San Salvador Atenco<sup>1</sup>, n'eut pas l'effet escompté par les autorités. Les résidents et résidentes d'Oaxaca se sont en fait massivement rangés derrière les grévistes et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du gouverneur Ruiz Ortiz a durement écopé lors des élections du 2 juillet dans cette région.

Cet appui massif, qui s'est rapidement manifesté au sein de la population, a conforté les grévistes dans leurs manœuvres de désobéissance civile. Le 16 juin, par exemple, deux jours seulement après la charge gouvernementale, 500 000 personnes prenaient la rue. La contestation venait de passer à un autre niveau. Comme le mentionnait Juan de Dios Garcia, un représentant syndical, « à partir du 14 juin, le mouvement a cessé d'être un de professeurs pour devenir un mouvement populaire au sens large ».

### Un mouvement populaire est né

Dans la foulée de cette mobilisation populaire, les grévistes décidaient de mettre de côté leurs revendications propres et, le 5 juillet, des représentants de la section 22 et de plus de 300 organisations disséminées à travers l'État d'Oaxaca se rassemblaient spontanément dans un bloc organisationnel horizontal appelé l'Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca (APPO) afin de développer un corps gou-

vernant alternatif à celui de l'État.

Depuis lors, l'objectif n'est ni plus ni moins que la destitution du gouverneur Ruiz Ortiz, lui qui symbolise les travers de la classe politique mexicaine et que l'on accuse de corruption et de brutalité. Et pour y arriver, l'APPO essaie ouvertement de créer une situation d'« ingouvernabilité » pour forcer Ruiz Ortiz à se retirer ou à être destitué par le Congrès mexicain. C'est ainsi qu'en plus d'occuper le centre de la capitale, l'APPO a établi des campements à l'extérieur de chaque édifice gouvernemental d'importance, incluant les bureaux du gouverneur et de la législature de l'État. Ceux-ci ont depuis été fermés pour l'essentiel et le gouvernement de Ruiz Ortiz contraint à une sorte d'exil intérieur. De facto, le gouvernement priiste ne gouverne plus.



joignant la population à la résistance et à la négociation et les incitant à discuter ouvertement de leurs préoccupations. Des discussions qui s'expriment également à travers l'organisation de forums, comme celui organisé les 16 et 17 août derniers intitulé : Construire la démocratie et la gouvernance à Oaxaca.

Évidemment, qui dit résistance dit aussi répression. Une répression assez sévère dans certains cas, comme le 21 août dernier lorsque, vers 3 h du matin, des groupes paramilitaires et des policiers décidaient d'expulser les occupants et occupantes des antennes du Canal 9 et de la Radio APPO, ainsi que des installations de CORTV. Des cas d'enlèvements

Depuis la création de l'APPO, la résistance populaire a pris plusieurs formes. Le 1er août, par exemple, plus de 3 000 femmes prenaient la rue avant de prendre possession de CORTV, la télévision d'État. La prise de possession des antennes radio et de télévision est d'ailleurs l'une des pièces maîtresses des stratégies de l'APPO. Depuis les radios occupées, comme la Radio Universidad, on émet des communiqués en-

des leaders de l'APPO sont fréquemment évoqués, de même que des échanges de coups de feu suscités par des bandes armées à la solde du gouvernement déchu. La répression pourrait même atteindre un nouveau degré d'intensité, puisqu'on signale plusieurs mouvements de troupes de l'armée mexicaine et plusieurs vols d'hélicoptères militaires. L'APPO décrétait d'ailleurs l'alerte maximale à la suite de l'assassinat de Panfilo Hernandez, un instituteur autochtone, le 18 octobre dernier.

### Le mauvais exemple

C'est que les événements de Oaxaca dépassent maintenant le simple cadre local. Le mouvement populaire est en train de réellement prendre racine et pourrait constituer une source d'inspiration pour les autres populations opprimées du Mexique. Dans l'État voisin de Guerrero, par exemple, on a créé l'Assemblée populaire des peuples de Guerrero (APPG). Au sein de l'élite politique et économique, on craint cet effet d'entraînement que pourrait avoir la victoire populaire. Jumelée au mouvement de contestation des élections présidentielles par les partisans et partisans d'Andrés Manuel López Obrador, c'est en fait tout l'édifice sur lequel repose l'oligarchie politique mexicaine qui risque de s'écrouler.

De plus, avec l'APPO, à l'instar des zapatistes et de l'Autre campagne, on parle réellement d'un mouvement populaire qui est ouvert, inclusif et démocratique. Comme le souligne Aldo González, dirigeant zapotèque de l'Union des organisations sociales de la Sierra Juárez, « Personne n'est l'APPO, nous la représentons tous [...] Chacun y participe à sa façon, en expulsant un maire pourri, en occupant une officine gouvernementale, en convoquant une assemblée, en récupérant les traditions, en bloquant les rues et les routes ». C'est un mouvement qui prend également de l'ampleur à chaque fois que la répression monte d'un cran.

C'est aussi un mouvement réellement populaire en ce sens qu'il provient de la base et fonctionne de façon autonome. Comme le mentionne Rueda Pacheco, un des leaders des professeurs : « L'APPO n'a aucune relation avec une quelconque guérilla ni avec la coalition de gauche qui s'est mobilisée au niveau national contre la fraude électorale, bien



que nous respectons leurs luttes ». Mouvement fonctionnant de façon horizontale – toutes les décisions se prennent dans les assemblées – il puise sa source dans le fait que les zones rurales et certains quartiers urbains ont souvent développé des formes de démocraties parallèles qui ont réussi à contourner l'autoritarisme du PRI. Une pratique également ancrée dans la culture de résistance autochtone, qui constitue un outil précieux lorsque vient le temps de gérer les affaires courantes. Dolores Villalobos, coordinatrice du Conseil indigène populaire de Oaxaca– Ricardo Flores Magón (CIPO-RFM), organisation membre de l'APPO, s'enthousiasme d'ailleurs du fait que le « peuple de Oaxaca s'est souvenu qu'il est communauté ». Elle poursuit : « On apprend à s'organiser pour manger, pour l'autodéfense, pour les occupations, pour construire un accord, pour nos récoltes... C'est tout bénéf, surtout si on dépasse les discours sur la solidarité et le soutien mutuel pour en venir à une pratique qui garantit notre survie ».

Cette pratique fait d'ailleurs en sorte qu'à l'heure actuelle, plusieurs considèrent l'APPO comme étant devenu le corps gouvernant de l'État d'Oaxaca – ce que ne reconnaît toutefois pas le gouvernement central mexicain. Et ce qui frappe, c'est qu'à travers tout le tumulte auquel fait face la région, les choses semblent fonctionner normalement. Jusqu'à tout récemment on pouvait apercevoir encore des touristes dans les rues de la capitale – le tourisme étant l'une des principales activités économiques de l'État. Des négociations ont actuellement lieu sous l'égide du Sénat mexicain pour trouver une issue à la crise. Celles-ci sont toutefois ardues et l'APPO refuse de céder sur ce qu'elle considère comme étant non négociable : le départ d'Ulises Ruiz Ortiz. Pendant ce temps, la stratégie de l'APPO est de gagner du

**AUX DERNIÈRES NOUVELLES**

Malgré la décision des professeurs prise le 26 octobre de retourner en classe pour le 30 octobre, la menace de répression s'est finalement matérialisée. Le 27 octobre des affrontements entre des policiers en civils et des groupes armés à la solde du gouverneur Ruiz Ortiz et les manifestants ont éclaté, provoquant la mort d'au moins quatre individus, dont le journaliste d'Indymedia New York Brad Will, en plus d'un grand nombre de blessés par balles. Les affrontements ont été particulièrement féroces dans les municipalités de Santa Lucia del Camino et Santa Maria Coyotopec.

Usant de ce prétexte d'instabilité et proclamant vouloir assurer la « sécurité » de la population, les autorités fédérales envoyaient le 29 octobre la Police fédérale préventive (PFP) à l'assaut de la capitale, afin de reprendre petit à petit le contrôle de la ville. Des affrontements sporadiques ont depuis fait quelques 10 morts du côté des sympathisants de l'APPO. Malgré que ces derniers semblent avoir cédé le pas aux forces fédérales, la situation pourrait être toute autre. Comme le mentionnait sur les ondes de democracy-now.org Gustavo Esteva, fondateur de l'Universidad de la

Tierra à Oaxaca, bien que la PFP contrôle le centre de la ville, elle ne contrôle pas LA ville.

Si bien que le 30 octobre l'APPO manifestait dans les rues de la capitale pour continuer à réclamer la démission du gouverneur, rassemblant entre 10 000 et 15 000 manifestants. Au même moment, on apprenait que le Congrès mexicain entendait demander la démission effective du gouverneur, ce que ce dernier a naturellement rejeté. Depuis, la tension reste vive. Malgré cet appel du Congrès semblant aller en faveur des revendications de l'APPO, on rapporte des confrontations entre la « rue » et la PFP.

D'ailleurs, le 2 novembre, la PFP a violé l'autonomie de l'université Benito Juarez en y pénétrant avec des hélicoptères, notamment pour atteindre Radio Universidad, la nouvelle station de radiodiffusion de l'APPO. Les manifestants ont réussi à faire reculer les forces de l'ordre, bien qu'un bilan de 21 blessés ait été rapporté.

En attendant des appels à la solidarité sont lancés. L'APPO a convoqué une grande marche pacifiste à Oaxaca pour le 5 novembre. Les Zapatistes, eux, appellent à une grève générale au Mexique et à l'étranger pour le 20 novembre prochain.

temps et de s'implanter durablement. Du 27 au 30 septembre dernier, on formalisait d'ailleurs la création de l'Assemblée d'État du peuple d'Oaxaca (AEPO).

Mais, comme nous l'avons mentionné, la menace de répression plane constamment sur la tête des Oaxacan-nes, qui n'entendent toutefois pas rester les bras croisés. Bien que le mouvement soit dans son ensemble pacifiste, près de 3000 barricades sont érigées régulièrement à travers la capitale dans l'éventualité d'une attaque des forces étatiques ou fédérales. On a également mis sur pieds des brigades mobiles. Et, comme le mentionnait un communiqué de l'APPO diffusé le 2 octobre dernier, ses membres sont prêts à donner leur vie pour le bien de la démocratie au sein de l'État.

Malgré tout, le mouvement montre à certains égards des signes d'essoufflement. Bien qu'on ne remette pas en question l'objectif principal de forcer le départ du gouverneur Ruiz Ortiz, la section 22 envisage de consulter ses membres pour possiblement mettre un terme à la grève (au moment d'écrire ces lignes, les résultats n'étaient pas encore dévoilés). Des actions de plus grande envergure sont toutefois entreprises, démontrant encore la vitalité du mouvement. Une grande marche fut notamment organisée vers la capitale, Mexico D.F., en septembre dernier. Depuis leur arrivée le 9 octobre dernier, des délégués de l'APPO poursuivent une occupation devant le Sénat fédéral.

Certains ont même entrepris une grève de la faim, alors qu'une vingtaine de manifestants y allaient d'un coup d'éclat en écrivant de leur propre sang des graffitis demandant le départ du gouverneur.

Plusieurs incertitudes demeurent évidemment quant à la suite des choses. Les événements se précipitent et nul ne peut prédire l'issue possible à la crise. Mais, comme le mentionne Luis Hernandez Navarro, éditeur en chef de la page opinions du quotidien La Jornada : « La lutte à Oaxaca est à plusieurs égards un précurseur des autres luttes à venir. Oaxaca renferme les contradictions fondamentales de la société mexicaine et anticipe les conflits qui vont surgir dans les autres États ». Ce qui est sûr cependant, c'est que ce mouvement populaire participe à ce vaste mouvement de la société mexicaine qui ébranle les fondations du vieil ordre politique corrompu et brutal du Mexique.

**Notes**

1 Voir entre autres Claude Rioux. « Répression brutale au Mexique », dans À babord!, #15, été 2006, p.5.

- ⊙ EQUATEUR
- ⊙ PEROU
- ⊙ ARGENTINE
- ⊙ GUATEMALA

# UNE MINIERE HORS DE SES FRONTIERES

## La canadienne Ascendant Copper en Équateur

Équateur, 16 septembre 2006. On lit dans les journaux que des écologistes ont pris en otage des ingénieurs d'Ascendant Copper, une compagnie minière enregistrée en Colombie-Britannique et figurant à la Bourse de Toronto sous le sigle ACX, actuellement en phase d'exploration d'un gisement de cuivre. En fouillant sur le Net, on se rend compte que cet événement n'est que le dernier épisode d'une longue bataille, pourtant passée inaperçue dans les médias.

Par  
Mayda  
&  
pouleT

Le conflit prend place dans les communautés de la vallée de l'Intag, située dans le canton de Cotacachi au nord-ouest de l'Équateur. Cette vallée fait partie du Chocó bio régional, une aire de forêts vierges de la côte pacifique considérée comme la deuxième zone la plus riche en biodiversité au monde. Mais au-delà des conséquences écologiques, nous partons à la recherche des réponses autonomes de la population en lutte contre les formes traditionnelles de dépendance... mais également contre les nouvelles.

### Une histoire, deux tentatives, des milliers d'opposant-es

La première entreprise à s'être intéressée aux gisements de cuivre est la Bitshimetals (filiale de la géante japonaise Mitsubishi) qui, en 1994, fait réaliser une étude d'impacts environnementaux (EIM d'après son acronyme espagnol) exposant les principaux impacts de l'exploitation minière dans la région : la déforestation massive, la désertification, le changement du climat local, le déplacement de plus de cent familles, la contamination des cours d'eau, etc. Les résident-es prennent rapidement conscience de ces risques et s'organisent. Plusieurs recours légaux sont entrepris mais demeurent infructueux car, comme le dit Leonardo Alvear,

président de l'Assemblée de l'union cantonale de Cotacachi (AUC), les tribunaux ont toujours fait pencher la balance où se trouve l'argent (...) et c'est le pauvre paysan qui paye les pots cassés. Face à la sourde oreille du gouvernement, les habitant-es utilisent ce que Leonardo qualifie de l'unique langage que comprend le gouvernement (...), que comprend la police et que comprendra également l'entreprise : la force en tant que mesure préventive. En 1997, 200 personnes brûlent le campement de la mine. La Bitshi abandonne les concessions et quitte la région.

Aujourd'hui, la Ascendant est à la même étape, celle de l'EIM. Selon la Commission de contrôle civique de la corruption du pays, le document, présenté en tant qu'EIM (...)

ne calcule pas les principaux impacts environnementaux du projet minier (...). Tout indique une étude superficielle sans aucun rapport avec la réalité du projet (juillet 2006).

De nombreux moyens de pression sont déployés par la population du canton, sans résultat. Réunies en assemblée, 300 habitant-es provenant des vingt communautés de l'Intag décident de recourir à une action de force pour chasser la compagnie minière et redistribuer son domaine aux paysan-



- ⊙ EQUATEUR
- ⊙ PEROU
- ⊙ ARGENTINE
- ⊙ GUATEMALA

nes sans terres de la région. José (Pepe) Rivera du Journal Intag explique que le gouvernement n'a rien à faire du problème que peut nous causer la mine ici. Ce problème nous allons le régler nous-mêmes. Nous nous soulèverons : s'ils ne nous écoutent pas avec les bonnes actions, ils nous écouteront avec les mauvaises! Le 10 décembre 2005, le campement d'exploration d'Ascendant Cooper est incendié. Leonardo de l'AUC rappelle qu'il s'agit là d'un acte d'autodéfense (...), les camarades se font justice eux-mêmes. Le message est clair mais pas suffisamment semble-t-il, puisque le 12 septembre 2006, quatre ingénieurs d'Ascendant Copper pénètrent dans la réserve écologique de Junin, propriété collective de la communauté délimitée par des panneaux annonçant « entrée de miniers interdite ». Face à cette intrusion, les habitant-es les poursuivent, avec les femmes à la tête du groupe, et ils les gardent dans la communauté. Ils n'étaient pas séquestrés, ils étaient détenus, nuance Pepe. Si les journaux n'hésitent pas à parler d'actes violents, les ingénieurs n'ont pourtant jamais été malmenés : ils ont reçu un souper, un bon lit et ont été relâchés le lendemain. Maintenant, disent les gens, s'ils nous infiltrent une autre fois, nous prendrons d'autres mesures (...), d'autres mesures qui pourraient être fatales..., poursuit Pepe, « les gens sont fatigués, ça fait maintenant 11 ans [qu'ils luttent contre les compagnies minières] et les concessions continuent à être vendues [par le Ministère].

***On les a taxé d'écoterroristes mais ça n'a rien à voir avec le terrorisme. Les terroristes ce sont plutôt ceux qui menacent les gens, qui les divisent, qui les piègent, qui tentent de les faire se battre, qui achètent les consciences...***

*Leonardo Alvear de l'AUC.*

**Minauderies et beau minois : le vrai visage d'Ascendant Copper inc.**

Afin de séduire les gens, la compagnie arrive dans la zone avec tous les aspects de la générosité bon enfant : cadeaux de T-shirts, d'ordinateurs, commandites d'équipes de football, etc. Elle prétend même apporter des services de santé qui ne sont en fait destinés qu'à leurs employés. Ces soins sont offerts par Daimi Services,

une entreprise qui a comme unique objectif d'ouvrir le pas et de nettoyer le chemin pour l'entrée [d'une compagnie] dans nos communautés, dénoncent les autochtones de Sarayaku qui ont chassé cette même entreprise de leur territoire au cours de leur lutte contre l'exploitation pétrolière en Amazonie équatorienne.

L'entreprise inonde la région d'une puissante stratégie médiatique afin de doré son image. Elle crée le Trabajando Juntos (Travailler ensemble), un « journal communautaire » et gratuit, où l'entreprise se targue d'appuyer plusieurs projets régionaux, comme celui des vétérinaires bovins, alors que les responsables du projet disent n'avoir jamais été approchés par Ascendant. La compagnie a également recours aux médias de masse : pour l'entreprise, ce n'est pas un problème de payer une page, deux pages, chaque semaine pour faire connaître les bénéfices de la mine, fait remarquer Leonardo. Face à cette offensive médiatique, les habitant-es répliquent. C'est lors d'un atelier portant sur le problème minier que la communauté décide de créer « le journal des organisations » de la région.



- ⑧ EQUATEUR
- ⑧ PEROU
- ⑧ ARGENTINE
- ⑧ GUATEMALA

Naît donc en 2000 le périodique Intag. Cette initiative ne plaît pas à l'entreprise et les gens pro-mine font tout leur possible pour faire taire le journal, s'insurge Mary Ellen Fieweger, éditrice du journal. Ils ont intenté une poursuite en diffamation contre moi pour un million de dollars! L'objectif était uniquement d'intimider l'équipe du journal.

La poursuite fut abandonnée.

Alors que, d'un côté, l'entreprise judiciarise ses opposant-es, de l'autre, elle s'assure des alliés, explique Leonardo : ils achètent les terres, c'est leur manière d'acheter les consciences (...), ils les achètent à un bon prix et laissent les gens y vivre. Ce qui revient à donner de l'argent! Mais un bon jour, ils leur diront : vous devez quitter vos terres! Il ajoute que, à travers ses manigances, l'entreprise, comme toutes les entreprises, cherche à diviser les gens pour gagner. Et il ne manque pas de rappeler que derrière ces magouilles, c'est l'État qui soutient la compagnie, à travers la Police et l'armée. À preuve, le gouvernement fait tout son possible pour implanter une base militaire et un poste de police à proximité de la zone de conflit afin de faire entrer la main-d'œuvre de la compagnie. Autre exemple, lors de la mobilisation en décembre 2005, des militaires équatoriens sont aperçus patrouillant la région dans des véhicules blindés de la compagnie alors que des hélicoptères de l'armée sillonnent le ciel. Quant à l'événement du 12 septembre (ladite « séquestration »), Leonardo déplore que ce genre de friction plait à l'entreprise et lui permet de justifier la présence policière et militaire. Pepe, pour sa part, nous raconte que, à la suite de cette action, la police a attrapé deux camarades qui n'ont rien à voir avec [les faits du 12 septembre] et les ont fait prisonniers. Des avocats de la mine sont allés les voir pour leur dire : Prenez 20 000 \$, accusez votre leader! , leur laissant entendre qu'ils resteraient en prison s'ils refusaient.

En plus des pots de vin et autres tentatives de corruption, la compagnie ne montre aucun scrupule à recourir à l'intimidation armée. Mary Ellen nous confie par exemple que Sylvia Quilambungo

[présidente de Defensa y conservación ecologica de Intag, DECOIN] fait partie des personnes qui ont reçues des menaces de mort. Dans leur

journal, l'équipe du périodique publie le récit de Polibio Perez, Président du Conseil de développement communautaire, qui fut pour sa part menacé par un civil armé qui lui pressa le canon de son revolver sur la tempe en lui affirmant que, s'il le rencontrait dans un lieu isolé, il le tuerait.



Bref nous nous permettons de rire jaune en voyant, sur les t-shirts et autres publicités de l'entreprise, son slogan : « Un citoyen corporatif socialement responsable »!

### **Entre résistance et dépendance, quelle distance ?**

En fuite face à « notre » culture de mort plastique qui éventre la terre, nous étions en quête de l'Esprit de la Pacha Mama qui, le croyions-nous, fertilisait la lutte d'Intag. Nous découvrons plutôt une zone de récente colonisation [composée de] gens de différentes cultures, comme nous explique Mary Helen. Je ne veux pas le mettre dans des termes romantiques... les Indiens... la Nature... Non, les Indiens, comme tout le monde, ont détruit la nature, certains avec des machines, d'autres avec leurs mains. Pas de tradition millénaire donc, mais une culture toute jeune, bourgeonnante...

À Apuela, à quelques heures des concessions minières, nous sommes frappés par la quantité d'organisations ayant vitrine sur les trois rues qui forment ce village isolé. À l'étage, au-dessous du Journal Intag, se trouve la Asociación agroartesanal de caficultores Rio Intag (fondée en 1998, l'AACRI est une coopérative de café équitable et écologique regroupant 270 membres). Nous remarquons aux alentours de nombreuses entreprises d'écotourisme, plusieurs appartenant à des comités de jeunes ou liées à DECOIN (regroupement créé par les habitant-es en 1995 pour appuyer l'organisation contre la mine et promouvoir un nouveau mode de pensée écologique). Nous voyons aussi le Consorcio Toisan se chargeant de la promotion des produits locaux et qui rassemble plusieurs groupes, dont la Coordination des femmes, qui organise des activités de sensibilisation portant sur les rapports hommes-femmes, ainsi que de nombreux projets productifs, écologiques

et artisanaux. À ce propos, les rapides changements survenus dans les rapports de sexes nous apparaissent comme une preuve qu'à travers cette résistance une nouvelle culture émerge, ce que nous confirme Pepe : Avant, les femmes ne venaient pas aux réunions ou aux ateliers. Maintenant, s'il y a 30 hommes dans une réunion, il y a 40 femmes. Les femmes ont joué un rôle très important dans cette lutte et, pour elles, ce processus en a été un d'empowerment, ajoute Mary Ellen.

L'ensemble de ces organisations, et bien d'autres, participent activement à l'AUC, un processus de démocratie participative composé d'assemblées annuelles et de comités de travail permanents, ayant parole et influence reconnues au gouvernement cantonal. L'Assemblée met de l'avant un autre type de développement et a décidé, il y a déjà quelques années, de promouvoir trois types d'économie pour le Canton de Cotacachi : l'écotourisme, l'agriculture écologique et l'artisanat.

Tout comme les activités minières dans la région, la majorité des différentes initiatives et organisations du Canton de Cotacachi naissent dans les années 1990, alors que débute la fièvre du développement, commente Hugo Carrera, coordinateur de projet à l'UNORCAC (association paysanne créée en 1979).

Si l'organisation populaire constitue le moteur des initiatives du Canton, nos interlocuteurs/trices ne peuvent passer sous silence l'outil qu'est l'appui d'organismes non gouvernementaux (ONGs) du Nord (pour la médiatisation, les pressions internationales et, bien sûr, le financement). Toutefois, les gens d'ici ont aiguisé leur sens critique face à la nouvelle vague de colonisation qui envahit leur territoire à coup de développement et les ONGs n'y échappent pas. L'arrivée massive d'ONGs nous a un peu fait perdre la perspective parce que les projets sont maintenant écrits par des techniciens de l'extérieur, déplore Hugo Carrera, les organisations d'ici commencent à penser en terme de projets finançables. Pour sa part, Mary Ellen soulève le fait que les ONGs sont devenues un prétexte pour que le gouvernement puisse se laver les mains [de ses obligations au niveau social et environnemental]. L'équipe du Journal d'Intag nous confie également sa crainte de voir se former, dans leurs communautés, une nouvelle classe aisée vivant du business de la coopération, ce qui aurait l'effet pervers de miner les efforts d'organisation à la base selon des structures horizontales. Enfin, Hugo Carrera condamne le fait

que les ONGs internationales fonctionnent selon leur propre agenda politique sans prendre suffisamment en compte les besoins des organisations de base, qui ont leurs propres projets, lesquels demeurent trop souvent sur les tablettes, faute de financement. Et pourtant, d'insister Marie-Helen, les organisations de base donnent aux ONGs internationales la justification de leur existence.

Si l'appui et l'argent des ONGs peuvent être temporairement utilisés comme des outils stratégiques dans ce processus de construction de l'autonomie locale, qu'en est-il de l'écotourisme, lequel amènera de plus en plus « d'Occidentaux-à-la-mode-Porto-Alegre » jetant au passage des pièces au plus mignon des enfants en cherchant leur végétal burger puis leur bar dansant sécuritaire et branché? Que se passera-t-il avec la vente d'artisanat si ces écotouristes décident de se méfier de l'Équateur pour cause de dite « instabilité politique »? Quelles sont les conséquences du commerce équitable, si celui-ci se spécialise dans des monocultures d'exportation qui, loin de renverser la tendance historique des économies du Sud, accaparent les meilleures terres pour des produits de luxe (le café bio en exemple) réduisant ainsi la quantité de terres accessibles aux paysannes pour assurer leur souveraineté alimentaire? Avant d'être un produit à la mode altermondialiste, la résistance d'Intag est une réponse locale aux pressions d'une économie colonisatrice. Toutefois, si les alternatives à cette économie doivent s'ajuster à l'agenda politique des multinationales de la coopération et aux préférences touristiques de la nouvelle gauche ... Quand brisera-t-on l'étreinte dorée de la dépendance?

À écouter toutes ces gens nous raconter comment elles et ils bâtissent les alternatives à l'exploitation minière, nous voyons émerger un défi de taille planté à la croisée des chemins entre les initiatives économiques solidaires s'opposant au développement imposé par l'État et les transnationales et celui du moteur central de cette lutte : la volonté d'autonomie locale. De notre côté, nous avons également notre bout de chemin à faire. Non pas en buvant notre café équitable trois fois par jour, mais en confrontant, dans leur enceinte (« nos » pays), les entreprises qui pillent le Sud pour notre confort.

Une chronologie des faits, des articles et des références sont disponibles sur le site du CCDHAL

www.ccdhal.org

- ⊙ EQUATEUR
- ⊙ PEROU
- ⊙ ARGENTINE
- ⊙ GUATEMALA

**Tambogrande (Pérou)**  
**Esquel (Argentine)**  
**Sipacapa (Guatemala)**

Trois exemples d'autodétermination où les citoyens refusent le développement minier dans leurs communautés par des consultations populaires organisées à la base



## LA SACOCHE DU DIABLE

À quelques kilomètres de la frontière avec l'Équateur, les habitants de la communauté péruvienne de Suyo s'inquiètent. En effet, depuis quelques temps, on entend dans la région des rumeurs voulant qu'une entreprise canadienne, en l'occurrence Plexmar Resources, vienne exploiter un gisement minier. Quel minerai est donc convoité? Le padre Eduardo Peña Rivera, curé de la paroisse, n'en sait rien, de même que Teodoro Orozco, président de la communauté de Santa Rosa et lui-même éleveur de bétail. Ces deux hommes craignent que l'exploitation commerciale de la mine ne vienne mettre en péril l'essence même de la région, qui est principalement paysanne.

Par  
 Marie-  
 Dominik  
 Langlois

La majorité de la population vit donc de la terre, que ce soit par l'agriculture ou par l'élevage de bétail, bien qu'une petite partie de la population est composée de mineur-es artisanaux. Malgré la diversité économique de la région, tous et toutes sont unies contre l'exploitation de leurs ressources naturelles par la minière québécoise, puisque, pour les premier-ères, c'est leur mode de vie qui est menacé et, pour les second-es, c'est leur gagne-pain qui est mis en jeu. Aussi, il est important de mentionner que le projet minier est situé dans l'écosystème de forêt sèche (bosque seco), dans lequel la végéta-

tion se nourrit des eaux souterraines, en raison de la rareté d'autres sources d'eau. Les activités minières nécessiteraient une quantité importante de cette ressource et les réserves qui ne seraient pas utilisées risqueraient fortement d'être contaminées par les agents chimiques utilisés pour extraire le minerai du gisement. Les leaders de la région voient donc dans la situation un conflit où la cohabitation est impossible. « Nous sommes en faveur de la vie », souligne le padre. « La solution est de chasser la minière », affirme Orozco.



Teodoro Orozco,  
 président de la communauté Santa Rosa



Père Eduardo Peña,  
 qui s'inquiète pour les habitant-es de sa paroisse

### Une lutte à suivre cette année...

Le CCDHAL vous invite à visiter régulièrement le site corporatif de Plexmar à [www.plexmar.com](http://www.plexmar.com) pour prendre connaissance des projets miniers convoités par l'entreprise. Déjà dans les derniers mois, de nouveaux projets sont apparus dans la région du nord du Pérou et du sud de l'Équateur. De plus, nous vous invitons à contacter Guy Bédard, président de l'entreprise, pour lui témoigner votre inquiétude face à l'approche non consultative entamée par la compagnie à Suyo (2600, boul. Laurier, bur. 857 Sainte-Foy ; Fax : 418.658.8605 ; [info@plexmar.com](mailto:info@plexmar.com) ).

### Une entorse à la constitution péruvienne

La minière québécoise Plexmar (qui a son siège social sur le boulevard Laurier, à Sainte-Foy, dans la ville de Québec) envisage depuis récemment l'exploration et l'exploitation minière dans la région. En février 2005, la minière débute ses démarches pour obtenir un permis l'autorisant à opérer son projet Bolsa del Diablo, qui ironiquement signifie « la sacoche du diable ». La constitution péruvienne ne permet pas aux capitaux étrangers d'acquérir directement ou indirectement des titres leur permettant d'exploiter les ressources naturelles (mines, gaz, pétrole, eau) se trouvant à moins de 50 kilomètres de la frontière. Cependant, le 3 août 2006, Plexmar a annoncé sur son site web qu'un décret suprême émis par le Conseil des ministres (incluant le ministère des Mines, l'armée et le président de la République) lui a été accordé, lui permettant ainsi d'opérer avec tous les droits légaux requis (étonnamment, la présence du ministre de l'Agriculture n'est pas requise pour approuver un tel décret). La valeur du gisement d'or et la possible part de 10 % du gouvernement péruvien dans la filière péruvienne de Plexmar, Minera Chan Chan, semblent avoir été d'excellents arguments aux yeux du gouvernement péruvien pour approuver le décret, qui va à l'encontre de la volonté des communautés qui en seront affectées.



### Une mobilisation qui s'organise tranquillement

Un entretien cet été avec Francisco Ojedo Riofrio, maire de Tambogrande et ancien président du Front de défense de la Vallée de San Lorenzo et de Tambogrande<sup>1</sup>, a confié à l'auteure que le Front, par l'entremise de quelques-un-es de ses membres, aideraient les habitant-es de la municipalité de Suyo à se sensibiliser aux conséquences de l'exploitation minière sur leur mode de vie et à s'organiser en front de défense de l'environnement et du territoire, en vue de reproduire le succès de Tambogrande.

Une tournée dans la région de Suyo sera effectuée par les collaborateurs de factor tierra, un réseau d'information virtuel qui couvre les conflits minero-sociaux dans le département de Piura, au nord du Pérou. Le CCDHAL récoltera des dons pour aider financièrement factor tierra à couvrir ses frais de déplacement et ses dépenses reliées à la mobilisation. Contactez le CCDHAL au (514) 387-2541 poste 238 ou à [info@ccdhal.com](mailto:info@ccdhal.com) pour plus d'information concernant cette tournée ou pour envoyer un don.

### Remerciements

Un gros merci pour l'appui très important donné par Liliana Alzamora et Nelson Peñaherrera Castillo de factor tierra, qui ont permis de connaître la communauté de Suyo sur le terrain.

### Notes

1 - Les habitant-es de Tambogrande et des communautés avoisinantes se sont mobilisés pendant plus de 5 ans pour empêcher la minière canadienne Manhattan Minerals d'exploiter un gisement minier sis à même la ville. La réussite qu'a obtenue Tambogrande à expulser la compagnie s'est propagée à travers les Amériques, notamment au Guatemala et en Argentine, où des communautés paysannes se sont inspirées du succès des Tambograndinos pour sauver l'intégrité de leur territoire et de leur mode de vie contre l'exploitation minière par des compagnies canadiennes. Pour plus d'informations à ce sujet, voir « La victoire de Tambogrande » en page .

- ⊙ EQUATEUR
- ⊙ PEROU
- ⊙ ARGENTINE
- ⊙ GUATEMALA

# LA VICTOIRE DE TAMBOGRANDE

Grâce à une mobilisation populaire solidaire, les citoyens de Tambogrande réussissent à repousser la minière canadienne Manhattan Minerals

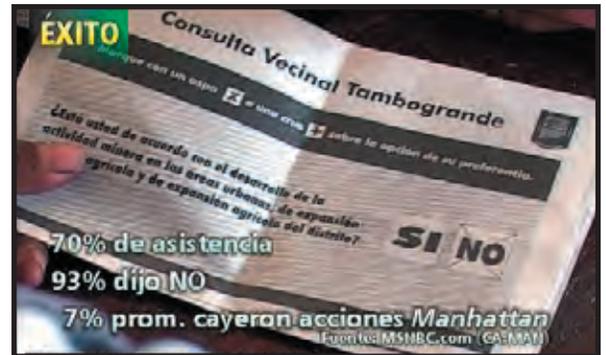
Par  
Laura  
Handal  
Lopez

Depuis les années '90, l'investissement minier au Pérou connaît une croissance constante, à un point tel que les dirigeants considèrent l'industrie minière comme l'instrument principal pour le développement économique du pays. Cette expansion du secteur minier coïncide avec les politiques de libéralisation et de privatisation favorisant l'investissement étranger mises de l'avant sous le régime Fujimori.

L'écho de ce *boom* minier est parvenu jusqu'à Tambogrande, une municipalité située au nord du Pérou, dans le département de Piura. En 1999, Manhattan Minerals Corporation, une entreprise minière canadienne, acquiert les droits d'exploration de dix propriétés appartenant à la société minière de l'État. L'entreprise prend possession de 10 000 hectares à Tambogrande dans le but d'exploiter les gisements d'or, de cuivre, de zinc et d'argent qui s'y retrouvent.

Dès le début du processus d'exploration, Manhattan Minerals fait face à une opposition croissante. C'est que les territoires prévus pour la construction du chantier renferment des zones urbaines, des aires destinées au développement urbain, ainsi que des centaines d'hectares de terre agricole. De plus, le projet engendrerait la délocalisation de 8 000 habitants, le détournement d'une rivière et la contamination des sources d'eau potables du district.

Face à ces enjeux sociaux, le Front de défense de Tambogrande (*Frente de Defensa del Valle de San Lorenzo y Tambogrande*), organisme de base et principal opposant au projet, canalise le mécontentement des citoyens à travers des mobilisations populaires. Les habitants de la



région expriment leur désaccord, entre autres, en prenant la parole aux rencontres d'information organisées par la compagnie et en organisant des manifestations massives qui se reproduisent en solidarité à Lima. La résistance atteint son point culminant avec l'organisation d'un référendum en juin 2002, lors duquel la population de la région, sous la surveillance d'observateurs internationaux, est consultée sur le développement du projet minier. Le camp du NON remporte le scrutin sans équivoque avec 94 % des voix.

Bien que, de prime abord, les représentants de la compagnie et du ministère de l'Énergie et des Mines aient refusé de reconnaître la légitimité des résultats, le président Toledo a finalement cédé sous la pression des protestations et a retiré à Manhattan Minerals les droits d'option dont elle jouissait, en affirmant qu'elle ne remplissait plus les critères financiers nécessaires pour mener à bien le projet.

Ayant réussi à faire stopper complètement les activités d'une multinationale minière, la population de Tambogrande a marqué un point important dans l'histoire des mobilisations contre les projets miniers transnationaux. Cette victoire suscite déjà de l'espoir parmi des luttes similaires, comme celle menée dans la Vallée de Huasco au Chili, où les résidents se mobilisent contre Barrick Gold (une autre société minière canadienne) et son projet d'exploitation aurifère Pascua Lama, qui entraînera l'altération des glaciers de la région, et mettra en péril les sources d'eau alimentant cette vallée agricole.



# NON, C'EST NON !

## Contre la contamination et le saccage : les résidents autoconvoqués de Esquel

Le projet minier Cordón Esquel est situé à seulement sept kilomètres du centre urbain Esquel, qui regroupe 32 000 habitants dans la province de Chubut, en Argentine. L'initiative de la minière canadienne Meridian Gold consiste en un projet d'exploitation à ciel ouvert d'un gisement d'or et d'argent qui pourrait s'avérer dommageable pour les réserves d'eau et la biodiversité de la région. Les résidents ont déjà manifesté leur opposition catégorique à la mine lors d'assemblées et un référendum populaires, créant ainsi un précédent en Argentine.

### Les impacts : le saccage et la contamination

Ce type d'exploitation minière ne génère pratiquement pas de travail, d'autant plus que ces emplois sont principalement occupés par ceux résidant à l'extérieur de la région. De plus, elle produit une quantité énorme de résidus toxiques et constitue une menace environnementale permanente, causant d'innombrables conflits et accidents. La production minière nourrit les cercles industriels et spéculatifs qui n'ont rien à voir avec les besoins fondamentaux et le potentiel de cette région. Les « bénéfiques » insignifiants qui en découlent, en plus d'alimenter un cercle spéculatif global destructif, affectent la vie sociale. Ce sont des dégâts occultés, tels les résidus chimiques, la perte de biodiversité, ainsi que d'incalculables dommages socio-environnementaux.

La minière prévoit utiliser plus de six tonnes de cyanure par jour dans son processus d'extraction, ce qui représente un haut risque de contamination, depuis le transport du produit jusqu'à la libération des produits de décomposition et de divers métaux lourds dans les eaux ambiantes et souter-

raines, dans le sol, et, finalement, dans toute la chaîne alimentaire. L'explosion de plusieurs tonnes de roc par jour et sa pulvérisation postérieure, en plus de produire de la poussière en suspension, causera un drainage acide ainsi que la dissolution de métaux lourds avec son lot de contamination irrémédiable.

Alors que l'appauvrissement de la qualité de vie, de la biodiversité et du potentiel économique est incalculable, le capital spéculatif multinational, conjointement avec le pouvoir politique local, verra ses bénéfices grimper, pour ensuite tourner les talons et s'en aller lorsque la ressource sera épuisée, en laissant derrière soi la désolation et un milieu contaminé.

### L'identité des protagonistes

Déjà, depuis l'année 2001, certains résidents de la cordillère des Andes de la région de Chubut ont commencé à se préoccuper de l'annonce de l'exploitation aurifère du Cordón Esquel. Il ont immédiatement débuté un travail de réseautage : courriels, lettres, recueil d'information, tout en

Par  
Zulema  
Semorile

© ESQUEL



- ① EQUATEUR
- ① PEROU
- ① ARGENTINE
- ① GUATEMALA

mettant sur pied une stratégie avec le reste de la province et en alertant différents groupes environnementaux.

Selon Javier Rodríguez Pardo, de l'organisation environnementale Medio ambiente y comportamiento humano (MACH), l'installation de la minière a « entraîné la nécessité de nous organiser en assemblées pour commencer à travailler en marge du programme du gouvernement, de la minière et des institutions officielles. L'idée est de construire collectivement et de manière autonome une opinion différente face à la façon dont les ressources naturelles de la province sont dilapidées. C'est pour cela que, avant de commencer à discuter de l'entreprise minière, nous voulons démontrer comment les responsables de la destruction de la forêt, de l'eau et du sol, et qui en plus génèrent faim et chômage, sont les mêmes personnes qui maintenant nous demandent d'avoir confiance qu'il n'y aura pas de contamination et que les problèmes de chômage seront résolus ».

Par le biais de ces assemblées, les résidents se sont rencontrés et ont tenu un débat dont la conclusion était « s'ils viennent [les gens de l'entreprise minière canadienne] pour l'or, ils viennent pour tout ». C'est de cette façon qu'a pris forme, le 7 septembre 2002, l'Assemblée des résidents auto-convoqués, dans une réunion d'une cinquantaine de personnes. Ce mouvement hétérogène est fondamentalement composé de personnes de la localité, dont des ouvriers, des enseignants, des professionnels et des jeunes.

Le peuple de Chubut est descendu dans la rue pour dénoncer le projet minier alors que l'effort collectif de plusieurs résidents prenait de l'ampleur. Les assemblées devenaient ainsi une façon d'inclure tous les habitants motivés à faire

valoir leur opinion. En parallèle, des études faisaient état de résultats très différents [concernant les impacts engendrés par l'exploitation minière] de ceux de la compagnie minière, dont la réputation était déjà ternie, et l'on dénonçait la complicité des fonctionnaires dans le dossier.

C'est ainsi qu'avec des assemblées de plus de 600 résidents et des manifestations qui ont mobilisé plus de 4000 personnes, une envergure somme toute imposante pour une faible population, l'on a réussi à convaincre le gouvernement à réaliser une consultation populaire. Le résultat a été sans équivoque : plus de 80% de ceux qui ont affirmé leur position ont refusé le projet minier. Le 23 mars 2003, la communauté de Esquel a dit non au projet de la minière canadienne Meridian Gold. Dans ce cas-ci, la population de Esquel a préféré voter



POUR une qualité de vie libre de toute extraction minière et CONTRE la dépossession par des entreprises multinationales et le saccage de ressources critiques et stratégiques codifiées par les riches du Nord. Il est important de souligner que les résidents doivent lutter continuellement contre le comportement

actuel de l'industrie minière canadienne en Argentine, favorisée par les normes économiques et juridiques en vigueur et irrespectueuse des droits humains et des normes environnementales du pays.

Néanmoins, la volonté exprimée dans les urnes n'est pas respectée par l'entreprise concernée, qui continue de manœuvrer pour rendre son projet viable. Et le gouvernement provincial, qui semble accaparé par le lobby minier multinational, ne montre aucun respect non plus. En effet, le gouvernement actuel n'a rien changé au cadre légal mis en place par le gouvernement Menem, qui protège et stimule le pillage de nos ressources naturelles. En fait, aujourd'hui dans la région de Chubut, il existe plusieurs autres projets miniers qui menacent l'environnement, l'économie et l'identité régionale.

## L'Assemblée : espace de citoyenneté, solidarité et responsabilité

Dans le but d'étudier à fond les problématiques de la contamination au cyanure, des procédés d'investigation distincts de ceux des experts et des politiciens ont été entrepris, en se basant sur des évidences du sens commun. Ces recherches proposent des modèles explicatifs et interprétatifs différents de la version officielle et elles font la promotion des principes et normes de droit, de responsabilité et de justice. L'Assemblée est une école de démocratie délibérative où les fondements de l'activité politique trouvent leur source : comment se présenter, parler, débattre, convaincre et manipuler, s'entendre et s'opposer, avec un sens critique. D'un autre côté, les participants entrent en situation d'échange verbal avec les partis politiques, les avocats des adversaires, les fonctionnaires provinciaux et nationaux, les experts, scientifiques, techniciens et journalistes et avec les autres associations qui défendent des positions similaires.

### En guise de conclusion

Cet exemple nous permet de réfléchir à propos de nouvelles formes d'appropriation des droits citoyens, en mettant l'accent sur la portée morale et politique de la lutte pour un environnement sain, pour la défense du droit à la vie, à la terre et à la liberté, ainsi que de ses requêtes aux instances gouvernementales. Les demandes des résidents de Esquel sont centrées autour de la quête de justice et de la protection de l'environnement. Cet exercice démocratique et participatif a créé un précédent et a servi d'exemple et de catalyseur pour plusieurs autres communautés affectées par des projets similaires à travers le pays.

⊗ EQUATEUR  
⊗ PEROU  
⊗ ARGENTINE  
⊗ GUATEMALA

### Referencias bibliográficas

- Cefaï, D (1997) "Otro enfoque de la cultura política: repertorios de identidad y marcos de interacción, formatos narrativos de los acontecimientos públicos, regímenes de negociación y arreglos sindicales". En Foro Internacional. Enero – Marzo.
- Diario Río Negro, artículos varios.
- Dimitriu, A- Galafassi, G (2004) Argentina: Capitalismo neoliberal y naturaleza: Movilización social contra la devastación minera en la Patagonia andina. En Revista Herramienta N° 26. Bs As.
- Fraser, Nancy (1997) Iustitia Interrupta. Reflexiones críticas desde la posición "postsocialista". Bogotá. Siglo del Hombre Editores. Universidad de los Andes.
- Gerosa Lewis, R. (2003) La protección jurídica del medio ambiente en la provincia del Chubut. Esquel. Ed imprenta FB.
- Ibarra, P. - Tejerina, B. (1998) Los movimientos sociales. Madrid. Trotta.
- Melucci A (1989) Nomads of the present. Temple U.P. Philadelphia.
- Naishtat F. (1999) "Acción colectiva y regeneración del espacio público", en Quiroga, et alter Filosofías de la ciudadanía. Rosario Ed. Homo sapiens.
- Zuoza, J.A. (2005) Esquel y su NO a la Mina. Editado en Esquel. Chubut.
- <http://www.noalamina.org>, artículos y documentos varios.



- ⊙ EQUATEUR
- ⊙ PEROU
- ⊙ ARGENTINE
- ⊙ GUATEMALA

# SUIVI DU PROJET DE GLAMIS GOLD

## Mauvaise mine : l'imposition d'une mine canadienne à une communauté guatémaltèque

Les communautés de Sipacapa et San Miguel, dans la région guatémaltèque de San Marcos, se retrouvent au cœur d'un conflit héroïque dans la lutte qu'elles mènent pour défendre leurs droits en tant que peuple autochtone contre une compagnie minière nominativement canadienne, Glamis Gold, et la Banque mondiale. Le droit à la consultation et la prise en compte de la volonté de leur communauté concernant tout projet de développement, ainsi que le droit à une juste part des profits engendrés par l'exploitation des ressources minières de leur territoire sont parmi quelques-unes de leurs revendications.

Par  
Judith  
Brisson

Pour vous impliquer ou avoir plus d'informations à ce sujet, contactez le CAM (Central America/ Mexico Committee) du Comité pour la Justice sociale

à

mesoamerica  
@5-j-c.net.

La Banque mondiale (BM) est bien connue des altermondialistes. Contrôlée par des intérêts américains, ou plutôt par les grandes industries américaines, elle a souvent subventionné de grands projets ayant été dévastateurs pour l'intégrité des communautés autochtones. C'est peut-être en réponse à ces critiques que la Banque mondiale a créé le Bureau du conseiller-médiateur (CAO) - dit « indépendant » - organisme qui servirait de mécanisme de supervision pour les projets subventionnés par la Société de financement internationale (secteur de la BM qui finance les projets privés).

En 2003, la Banque mondiale a publié une étude concernant le rôle des industries extractives dans la diminution de la pauvreté. Comme suite à cette publication, la BM a adopté de nouvelles normes opérationnelles, entre autres, elle décidait de refuser son appui à tous les projets qui « affecteront les peuples indigènes, sans leur reconnaissance ou sans garantie de leur droit d'appropriation, contrôle et gestion de leurs propres ressources ». Depuis l'adoption de ces nouveaux principes, le projet Marlin, possédé et opéré par une filiale de Glamis Gold, est le premier projet financé par la BM.

En janvier 2005, Madreselva, ONG guatémaltèque, dépose une plainte via le CAO contre la BM, au nom de la communauté de Sipacapa, dans laquelle elle dénonce le manque de consultation de

la communauté quant au déroulement du projet minier. Dans cette plainte, on dénonçait le fait que la population était mal renseignée sur les impacts environnementaux qui pourraient menacer leur communauté – par exemple, la concurrence aiguë pour les maigres ressources d'eau de leur région, la contamination possible de ces ressources à moyen ou très long terme, etc.

Pour sa part, le CAO a analysé les plaintes des Sipacapenses et a conclu que les efforts à promouvoir un dialogue au sujet la mine « n'était pas compatible » avec le déroulement du projet. Un groupe d'organismes locaux a affirmé que la compagnie agissait de façon mensongère et qu'elle « n'a jamais dit au peuple que leurs terres recelaient des métaux précieux. »

Selon les communautés, ce manque d'accès à l'information constitue une violation de la Convention relative aux peuples autochtones et tribaux (OIT 169), raison pour laquelle ils considèrent cette mine illégale. En effet, les auteurs du rapport de la CAO n'ont découvert aucune évidence formelle ni dossier consigné par écrit indiquant que le gouvernement guatémaltèque avait consulté les résidents locaux avant d'émettre la licence pour la mine Marlin.

Le 11 janvier 2005, les 40 jours de manifestations et de blocages pour empêcher le transport d'une pièce d'équipement minier de Glamis se sont

conclus par des violences militaires. La mêlée a fait un mort parmi les manifestants et a réanimé le fantôme d'un massacre associé à un autre projet minier canadien il y a vingt-cinq ans. Tous ces faits démontrent bien les tensions qui entourent la mine et ses opérations.

### Référendum : non à Marlin!

En juin de la même année, la communauté de Sipacapa organisait un referendum sur la légitimité de la mine. Le résultat du vote, auquel des observateurs nationaux et internationaux ont assisté, montrait que 95 % de la population rejetait la présence de la mine dans leur communauté. Cependant, ni Glamis ni le gouvernement n'ont reconnu la légitimité de ce vote.

Malgré les objections des communautés, la mine est aujourd'hui en pleine opération. Lors d'une réunion qui a eu lieu en décembre 2005, les représentants de la communauté de Sipacapa ont profité de leur rencontre avec le nouveau président de la BM, Paul Wolfowitz, pour avancer leurs demandes : reconnaissance de la légitimité du référendum, une garantie que la communauté ne souffre aucun impact adverse et le financement de projets mieux adaptés à leur culture.

Les résultats de cette réunion ne sont pas encore évidents. Glamis paiera une royauté de 1 % au Guatemala et la compagnie profite d'une exemption d'impôt jusqu'à 2008. La mine Marlin utilisera 25 000 litres d'eau par heure, un bénéfice gratuit et illimité. Au niveau de l'allègement de la pauvreté, la mine fournira seulement 200 emplois aux communautés locales.

La Commission haut niveau sur les mines, formée l'année passée pour faire des recommandations en prévision d'une nouvelle loi minière, était composée de représentants du gouvernement guatémaltèque, de l'Église catholique, de l'industrie minière et de la société civile du Guatemala. Le 6 mars 2006, les ONG ont décidé de se retirer du processus, étant donné que le gouvernement guatémaltèque avait proposé une nouvelle loi minière au congrès sans consulter cette commission.

Même si la communauté réussit à fermer la mine, quelques membres de la société civile s'inquiètent de

la possibilité que la compagnie mette en vigueur une action de récupération de profits perdus, sous l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Amérique centrale, si celui contient des closes semblables au fameux chapitre 11 de l'ALÉNA. (Ce chapitre autorise les actions légales de la part d'entreprises privées contre l'État, et il est attendu parmi plusieurs observateurs que cet accord multilatéral, entre le Canada, le Guatemala, le Nicaragua, El Salvador et le Honduras (CA4), toujours en négociation, permette ce type d'actions légales.) L'accord cachottier contient-il vraiment un tel chapitre? Cela restera un mystère tant que les gouvernements du Canada et des pays de l'Amérique centrale ne l'auront pas soumis à l'examen minutieux du grand public.

Pour le peuple indigène de Sipacapa, la justice doit être semblable au petit pot d'or au pied de l'arc-en-ciel, on marche croyant bientôt l'atteindre pour constater qu'il s'éloigne peut-être éternellement.

### Notes

En juin dernier, le Groupe d'orientation politique pour les Amériques ainsi que 200 autres ONGs avaient envoyé au gouvernement canadien une lettre demandant, entre autres, une étude indépendante de l'impact sur les droits de la personne de cet accord de même que la garantie « que le public et les parlementaires canadiens amorcent un débat sur la question avant la ratification de l'accord par le Cabinet ».



Población en resistencia en Sololá, 2005

# CHIMALAPAS: UNE RICHESSE QUI ÉCHAPPE À SES PROPRES HABITANT(E)S

Aux prises avec des problèmes de conflits agraires depuis plus de 40 ans, les Chimas (habitants et habitantes des Chimalapas, au Mexique) luttent contre l'invasion de leurs terres dans l'espoir d'en vivre de façon décente et en harmonie avec l'environnement.

Par  
Annie  
Couture  
et  
Marie-  
Hélène  
Côté

En effet, ils doivent régulièrement effectuer des actions pour contrer la présence d'exploitation forestière et d'élevage intensif de bovins à même leurs terres. Le gouvernement de l'État de Oaxaca est loin de les soutenir en ce sens. De plus, les programmes gouvernementaux pour le développement économique et agricole dont il fait la promotion contribuent à détourner les militants Chimas de leurs objectifs de gestion autonome de leurs terres et de ses ressources naturelles. Le Plan Puebla Panama (PPP), plan de développement économique touchant le sud du Mexique jusqu'au Panama, n'est pas étranger à cette situation. Cet article nous expliquera les impacts du PPP sur les habitants de la région en mettant à contribution les témoignages de Domingo Jiménez Jiménez et Alvaro Roman Rios, tous deux paysans de la municipalité de San Miguel, dans la région des Chimalapas.

Chimalapas signifie en langue autochtone zoque : Jarre d'or. C'est qu'en 1687, les indigènes zoques de la région des Chimalapas ont dû acheter leurs propres territoires aux Espagnols contre une jarre contenant 25 000 pièces d'or. Depuis ce temps, les invasions, l'exploitation illégale des ressources et la non-reconnaissance des frontières et du territoire continuent et s'intensifient dans les Chimalapas. En 1941, on émet le titre de propriété en faveur des Chimalapas, déterminant leur territoire. En 1967 : deux déclarations présidentielles sont émises en faveur des communautés. Par contre, le gouvernement n'appliquera jamais le décret. Ces déclarations sont les principaux outils pour la reconnaissance de leur territoire.

## Un emplacement stratégique

La région des Chimalapas est une région montagneuse qui fait vivre une population de 12 000 indigènes<sup>1</sup>. Elle est située au sud-est de l'État de Oaxaca, dans

l'Isthme de Tehuantepec. Cette région est la partie la plus étroite du Mexique, entre l'océan Atlantique et le Pacifique. Cet emplacement est stratégique pour les entreprises faisant du commerce international.

De plus, la forêt de cette région est l'une des mieux conservées de l'Amérique du Nord et renferme une biodiversité introuvable ailleurs au Mexique<sup>2</sup>.

## Le plan puebla-panama Comment faire miroiter et privatiser...

Pour toutes ces raisons, les habitants des Chimalapas sont aux prises depuis plus de 40 ans avec un problème qui n'a fait que s'intensifier avec les politiques de développement économique mises en place en 2001 par le gouvernement de Vicente Fox, désormais ex-président du Mexique. En effet, l'entrée en vigueur de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain), en 1994, et la mise en œuvre de politiques néolibérales des gouvernements de Zedillo et de Salinas avaient déjà gravement affecté l'économie paysanne de la région et soumis ses ressources naturelles à une exploitation encore plus intensive.

Selon la Banque interaméricaine de développement (BID), le Plan Puebla Panama, projet clé du gouvernement Fox, consiste en une véritable ouverture de la partie sud du Mexique jusqu'au Panama, en passant par les pays d'Amérique centrale. L'Isthme de Tehuantepec étant la partie la plus étroite de l'Amérique du Nord, il représente la voie la plus économique pour traverser le continent d'est en ouest, facilitant ainsi le transport des marchandises pour les entreprises transnationales. Il a pour mission de stimuler l'économie régionale en exploitant les ressources naturelles et la main-d'œuvre de la région mésoaméricaine. Le PPP vise à créer des infrastructures physiques, à attirer les industries et à réduire la pauvreté. Son financement provient des pays participants, des investissements du secteur privé, des agences de coopération bilatérale et institutions financières multilatérales.

Plusieurs membres des communautés des Chimalapas (municipios de San Miguel et Santa Maria) ainsi que de toute la région de l'Isthme de Tehuantepec ont lutté contre ces projets de développement afin de garder le contrôle de leurs terres. Par conséquent, depuis trois ans, le gouvernement n'adopte plus la même stratégie : il mise sur la discrétion pour concrétiser ses projets. Le rouleau compresseur tant craint par les populations et les ONGs s'est transformé en une toile d'araignée.<sup>3</sup> Le PPP ne continue pas moins d'avancer. À titre d'exemple, la société d'ingénierie montréalaise Dessau-Soprin a décroché un contrat pour la supervision de la construction du projet d'interconnexion SIEPAC (Sistema interconectado para la América central) en Amérique centrale. Il s'agit de la construction d'une ligne de transport d'énergie d'une longueur de plus de 1800 km, avec la modification de départs de lignes de 15 sous-stations, qui reliera le Guatemala au Panama<sup>4</sup>. Cette ligne est la propriété de 10 entreprises privées de télécommunication centroaméricaines, sudaméricaines et espagnoles.<sup>5</sup>

### Les chimalapas et le plan Puebla Panama: une invasion tout en subtilité

Quoiqu'on ne parle plus du Plan Puebla Panama comme tel, il faut souligner que, depuis 2001, plusieurs constructions et infrastructures majeures ont été réalisées en périphérie des Chimalapas concordant avec les grandes lignes de ce plan. Pour ne nommer que celles-ci, La Venta et La Ventosa sont des communautés touchées par la construction du Parc éolien de l'Isthme. On veut construire un grand corridor jalonné de turbines éoliennes. L'entreprise espagnole Gamesa Eolica a prévu qu'en 2008 elle inaugurerait le projet La Venta III.<sup>6</sup> Ces projets sont le fruit de l'investissement étranger et profiteraient peu aux habitants de la région en terme d'emplois, en plus d'occasionner des impacts à long terme sur l'environnement, la flore et la faune de la région. Lors d'un forum tenu en septembre 2005 à Union Hidalgo, les représentants des communautés de l'Isthme touchées par ce projet se sont prononcés contre l'installation du couloir éolien de l'Isthme privatisé<sup>7</sup>.

Génératrice éolienne à La Venta, dans l'Isthme de Tehuantepec, Oaxaca FOTO CFE, source : La jornada, 18 septembre 2005.



Pour Domingo Jimenez, les plans concrets du PPP dans sa communauté sont plutôt flous. « On ne nous dit

rien, nous ne recevons pas l'information. Nous avons bien eu quelques visites de représentants de compagnies minières faisant de la prospection sur le territoire, mais jusqu'à maintenant nous n'avons eu aucun suivi de la question. »

### La lutte des habitants pour le contrôle de leurs terres

Pour construire des infrastructures et développer des industries, il faut s'assurer de posséder le territoire. Les terres de La Venta, par exemple, ont pu être vendues, car elles étaient des ejidos. Les ejidos sont des terres attribuées à une communauté par le gouvernement desquelles les paysans ont l'usufruit. Par le biais du PROCEDE (Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Solares Urbanos), 84 % des terres ejidales du Mexique ont été privatisées pour conduire, selon le Procureur agraire, Isaías Rivera Rodríguez, à une meilleure capitalisation et à plus d'investissement dans le Mexique rural<sup>8</sup>.

Pour leur part, les terres des Chimalapas sont des terres communales dont les membres des communautés sont collectivement propriétaires. Elles ne se vendent donc pas, ce qui, en théorie, devrait empêcher les grands exploitants de s'y installer. Certaines stratégies du gouvernement pourraient contourner cette réalité pour amener les paysans à vendre leurs terres et ainsi lui permettre graduellement d'obtenir plus de contrôle sur ce territoire.

### Changement de statut des terres des Chimalapas

Vers 1992, le gouvernement mexicain s'est inquiété des effets de l'activité humaine sur la conservation des ressources naturelles de cette région à l'écosystème extrêmement diversifié. La Banque mondiale a proposé l'idée de lui donner le titre de « Réserve de la biosphère », comprenant des corridors de conservation biologiques. Cela consistait en des franges de végétation protégées qui allaient du Mexique jusqu'à Panama.<sup>9</sup> Domingo Jimenez raconte : « Il y a eu protestation de la part des habitants. Nous nous sommes rendu compte que l'on ne pourrait plus y vivre normalement, couper des arbres, s'approvisionner en ressources. Nous aurions perdu l'usage de nos terres. » Le gouvernement aurait donc proposé le concept d'aire naturelle protégée. Selon M. Jimenez, là encore, les autorités de la communauté auraient refusé de signer, car ils n'étaient toujours pas en accord. Ce qui explique que les Chimalapas sont présentement dans un vide et que, contrairement aux ejidos de l'État voisin, ils ont des restrictions imposées.

## © CHIMALAPAS

bois sur son territoire, et que les paysans aimeraient en faire une gestion intelligente et écologique. Toutefois, comme ils n'ont pas signé d'accord acceptant le nouveau concept, ils ne peuvent recevoir les « permis d'approvisionnement ».

Selon M. Jiménez, la SEMARNAT et le Procureur agraire ne leur donnent ainsi pas le droit de vendre les ressources naturelles de leur propre territoire ni de les utiliser pour leurs propres besoins. Le seul permis qui leur a été accordé est celui pour récolter la palme camedor, utilisée pour fabriquer l'huile de palme, un type de peinture, etc.



Trouvant cette situation inacceptable, les Chimas ont fait une proposition en 2000 : le concept de Réserve écologique paysanne. Ce projet comprend autant des aspects de protection des ressources, de développement économique et de solution aux conflits agraires, tout cela géré par les communautés<sup>10</sup>. Ce concept n'a jamais été reconnu par les gouvernements. Pourtant, le Mexique a souscrit à la convention 169 de l'Organisation internationale du travail qui reconnaît le droit des autochtones à participer à l'utilisation, l'administration et la protection des ressources naturelles qui se trouvent sur le territoire qu'ils occupent traditionnellement.<sup>11</sup> Malheureusement, si on regarde de plus près la situation des Chimalapas, cet accord n'est pas respecté.

### Un territoire qui échappe encore au contrôle de ses habitants

En plus de l'absence de contrôle sur leurs ressources, voilà que des entreprises de l'extérieur font régulièrement l'invasion dans leur territoire, de manière légale ou illégale. En effet, depuis 40 ans, des conflits agraires ont parsemé l'histoire des Chimalapas ayant pour toile de fond entreprises forestières, éleveurs de bétail et corruption. Cette situation perdure depuis des années, avec des communautés différentes, des entreprises différentes mais des dénouements très semblables : le laisser-aller. Les conflits territoriaux ont deux sources principales.

En premier lieu, les entreprises peuvent exploiter le bois de manière légale sur les terres des Chimalapas. Comment? Par un laxisme dans l'application des décisions relatives aux frontières. Les Chimalapas sont à la frontière de l'État du Chiapas. Des autorités corrompues acceptent les pots-de-vin en échange de permis d'exploitation à ces mêmes entreprises. Cela donne lieu à des affrontements entre les Chimas et les exploitants. Imaginez la situation : un paysan ne peut pas vendre son bois mais une entreprise de l'État voisin

peut y envoyer ses ouvriers. En effet, les comuneros ont comparu plusieurs fois devant des commissions d'État afin de faire reconnaître leurs limites territoriales. À plusieurs reprises, ces problèmes agraires n'ont été reconnus qu'à moitié et le suivi a été très peu rigoureux. À titre d'exemple,

en janvier 2006 a eu lieu un conflit agraire opposant la communauté chiapanèque de Diaz Ordaz et les communautés des Chimalapas Benito Juarez et San Antonio. Ce n'est qu'au mois de mai que les habitants des communautés ont pu passer devant les autorités du Procureur agraire de Oaxaca.

Dans sa dernière communication avec notre Comité, en juin 2006, le bureau du Procureur agraire nous a annoncé qu'il suspendait temporairement les permis d'exploitation donnés aux exploitants forestiers. Depuis ce temps, le tout semble être resté en suspend. Selon nos sources, aucune documentation écrite de cette décision n'a été produite et aucune intention de délimiter physiquement le territoire n'a été démontrée. Il est pertinent de se demander quel message est envoyé aux communautés au niveau du respect de leurs droits.

En deuxième lieu, les exploitants forestiers, même s'ils n'ont pas de permis, s'adonnent régulièrement à la coupe de bois. Selon Domingo Jimenez, le gouvernement applique la position de deux poids deux mesures. « Lorsque des Chimas vendent du bois illégalement, ils s'exposent à des sanctions sévères. Lorsque nous sommes témoins d'entreprises opérant illégalement sur nos terres, nous alertons les autorités. Des représentants des autorités fédérales viennent, évaluent, mais souvent les enquêtes traînent et les coupables ne sont pas punis ».

Lors des invasions territoriales, les Chimas utilisent une méthode bien particulière afin de faire bouger les autorités, qui sinon réagiraient peu à leurs plaintes. On organise un groupe qui se rend sur les lieux de la coupe forestière pour s'emparer des camions, machines et parfois même d'un employé de la compagnie. Ils sont ramenés dans la communauté et l'armée y est ensuite envoyée.

### Le découragement des paysans, La porte d'entrée du PPP

Le manque de contrôle sur leurs terres et la lutte perpétuelle en mènent plusieurs au découragement. Comme en témoigne Domingo Jiménez, « les paysans se fatiguent de lutter, se découragent, plusieurs décident de partir ou, tout simplement, de ne plus s'impliquer. On veut la paix ». En effet, l'exode rural est un phénomène qui touche énormément cette communauté. Pour l'avoir constaté lors de mon passage à Benito Juarez, la tranche d'âge des 15-25 ans est très peu présente. Études, travail à l'extérieur sont toutes des raisons qui font que la région perd des jeunes. De plus, s'impliquer dans les affaires municipales aurait un prix à payer. Selon nos sources, des paysans ont été menacés de mort et une « liste noire » a été créée. Un paysan de San Miguel a été assassiné cette année. Le meurtre, toujours non résolu, a provoqué un climat de tension et le départ de cette famille.

Il faut savoir qu'une minorité de personnes s'impliquent réellement dans le suivi des affaires de la communauté et dans la lutte agraire. Par exemple, le municipio de San Miguel Chimalapas est composé de 18 communautés, réparties dans toute cette région. Seulement 3 communautés ont décidé de s'impliquer dans ce qui est devenu CHUDEB (Chimalapas unis pour la défense de l'ethno-biodiversité). Cet organisme a été créé en 2000 par les comuneros de 3 communautés afin de s'unir pour protéger leurs ressources naturelles et défendre leurs droits.



Les dissensions internes sont nombreuses et, comme raconte Alvaro Roman Rios, cette organisation s'est dissoute, mais les gens sont en train de se mobiliser de nouveau afin de se remettre en organisation.

À la lumière de ces témoignages, on peut se poser la question suivante : pourquoi devrait-on rester sur une terre où on doit lutter, et qui nous laisse dans des conditions de vie peu enviables par rapport à celles des Mexicains des villes?

Selon Domingo Jiménez, cette exclusion économique pourrait facilement être réduite par des programmes gouvernementaux adéquats et de longue haleine. « Le gouvernement n'a pas une réelle volonté de s'impliquer pour augmenter le niveau de vie de nos communautés ».

Selon Alvaro Rios, les programmes gouvernementaux sont bidons et ne correspondent pas aux réels intérêts des communautés. Dans une lettre nous étant destinée en août 2006, le Secrétariat des affaires autochtones de Oaxaca nous a fait part du « Plan de développement maître de développement régional des Chimalapas » développé par plusieurs institutions du gouvernement de l'État. M. Rios nous confirme avoir été consulté comme membre de la communauté lors de l'élaboration.

Il soutient toutefois que les investissements proposés dans ce document ne sont pas conformes aux propositions et n'ont pas été annoncés de manière à ce que tous puissent y participer. M. Jimenez, quant à lui, souligne que ces propositions sont de trop petite envergure pour que s'opère un réel changement et correspondent à un modèle traditionnel de développement qui a démontré ses limites (investissement pour l'élevage de bovins, poulets, etc.).

Il est facile de faire le lien qu'une population démobilisée, moins dynamique et qui quitte massivement est plus susceptible de vendre ses terres et d'ouvrir le porte à la privatisation. Il ne faut pas généraliser la situation, car, comme nous le confirme Alvaro Rios, « les habitants des différentes communautés se mobilisent et peuvent se défendre, et nous le prouvons en ce moment même par la création d'un nouveau front populaire de protestation ». Ce groupe, formé par des paysans comme Alvaro, a dénoncé, entre autres, l'achat de votes et les irrégularités survenues lors des élections municipales de San Miguel Chimalapas tenues cet été. Ils ont obtenu gain de cause, car, grâce à leurs protestations le 8 octobre dernier, les habitants ont pu élire selon leurs us et coutumes le candidat de leur choix. Ils ont pu obtenir ce gain malgré les tentatives du Procureur agraire de leur imposer un candidat. Il y a fort à parier que cette victoire insufflera une dose d'espoir aux paysans et un appui certain de la part de leurs propres autorités municipales dans leur lutte pour la défense et la gestion autonome de leur territoire.

Pour plus  
d'informa-  
tions,

vigilance  
chimalapas  
@yahoo.ca

# GÉOPOLITIQUE DE LA GUERRE DE L'EAU DE COCHABAMBA

En 1999, la Bolivie privatise la gestion de l'eau de la ville de Cochabamba afin de faire réaliser le barrage Misicuni par le consortium international Aguas del Tunari. En avril 2000, une révolte populaire menée par la Coordinadora del agua fait reculer le gouvernement bolivien et la gestion de l'eau est renationalisée à l'entreprise municipale Semapa. Cet échec de partenariat public-privé entre un pays en voie de développement et une multinationale est le résultat d'une relation de pouvoir inéquitable issue de la mondialisation des marchés.

Par Simon  
Mélançon

## La genèse du conflit territorial

Depuis le début des années 1990, la vallée de Cochabamba vit dans un contexte de rareté relative d'eau potable due à une forte croissance démographique. De plus, les Boliviens n'ont pas les ressources financières suffisantes pour canaliser l'eau de surface des montagnes avoisinantes. Dans ce contexte, plusieurs petits conflits éclatent entre les paysans utilisant l'eau pour irriguer leurs champs et les citoyens vivant une carence d'eau dans leur réseau d'aqueduc.

À l'échelle nationale, la Bolivie était dirigée par Hugo Banzer (1997-2002), un ancien dictateur (1971-1978). De plus, le pays est gouverné depuis 1985 par des politiques néolibérales issues des Programmes d'ajustements structurels (PAS) dictés par le Fonds monétaire international (FMI). À ce moment, la Bolivie a déjà privatisé la majorité de ses entreprises publiques afin de rembourser sa dette élevée.

À l'échelle internationale, la Banque mondiale (BM), partenaire du FMI, a élaboré une politique encadrant la gestion de l'eau. Depuis ce temps, tous les pays désirant obtenir un financement de la BM pour améliorer leurs infrastructures hydriques doivent se conformer à cette politique. Cette dernière propose aux pays de modifier leur législation sur l'eau afin d'en favoriser la privatisation, le but étant de pratiquer une gestion intégrée selon le coût de production de l'eau. Cette politique s'inscrit dans une rationalité d'utilisateur-payeur. Dans un contexte de pénurie d'eau comme à Cochabamba, le plus riche a donc accès à l'eau en premier.

En 1997, afin de régler les contentieux autour de la problématique de l'eau, les paysans et les citoyens réclament d'une même voix la construction du projet Misicuni. Celui-ci propose d'augmenter la quantité d'eau disponible pour l'agriculture et la consommation urbaine grâce à un barrage canalisant l'eau de la cordillère Tunari vers la vallée. De plus, ce barrage prévoit la production d'hydroélectricité pour répondre aux besoins énergétiques croissants de Cochabamba. Une solution néolibérale

En 1997, Banzer est élu président en faisant la promesse électorale de réaliser le projet Misicuni. Cependant, en vertu du PAS signé avec le FMI, il ne peut pas consacrer l'argent du public à la réalisation de ce projet d'envergure et il ne peut pas emprunter de l'argent à la BM autrement qu'en privatisant l'entreprise publique de gestion de l'eau de Cochabamba, la Semapa. Il opte donc pour un partenariat public-privé avec le consortium international Aguas del Tunari. Le principal actionnaire de ce consortium est l'entreprise International Water, elle-même propriété de Bechtel, une multinationale étasunienne. Le contrat de concession d'une durée de 40 ans prévoit la réalisation du projet Misicuni et l'augmentation de 55% du prix de l'eau en milieu urbain ainsi qu'une gestion intégrée de l'eau par la compagnie. En d'autres mots, Aguas del Tunari devient responsable de l'utilisation de chaque goutte d'eau sur l'ensemble du territoire de sa concession. La compagnie devient donc propriétaire-gestionnaire du réseau d'aqueduc de la ville, des rivières, de l'eau souterraine et des puits des paysans.

## Les conséquences sur la population

Les privatisations ont des répercussions autant sur le mode de vie des paysans que sur celui des citadins. L'eau servant à l'irrigation des campagnes, qui a toujours été utilisée selon les us et coutumes des Quechuas de Cochabamba, devient désormais propriété d'Aguas del Tunari. Selon Omar Fernandez, le porte-parole de la FEDECOR, les us et coutumes : « Ce sont les droits naturels que Dieu a donnés à l'homme. L'eau est Pachamama et Wirakhocha. La terre nous donne la vie et son sang est l'eau qui permet la vie de l'humanité. » Pour les paysans de la région, il est donc inconcevable de payer l'eau puisque c'est un don des dieux. A la suite de la privatisation, les paysans sont toujours propriétaires de leurs terres, mais pas de l'eau des rivières ni de la nappe phréatique. Dans ce contexte, la Fédération des paysans de Cochabamba (FEDECOR) manifeste vivement son mécontentement à l'idée de payer l'eau servant à l'irrigation des terres.

Dans la ville de Cochabamba, l'eau est déjà payante bien avant la privatisation, cependant cette dernière fait augmenter le prix de l'eau radicalement. Afin de financer le projet Misicuni, Aguas del Tunari augmente le prix de l'eau en moyenne de 35%, le mois suivant le début de son administration. Cette augmentation varie selon les quartiers et le volume d'eau consommé. Certains citoyens voient leur facture d'eau augmenter de 100%. Pour certains ménages défavorisés, la facture d'eau représente alors 20% de leur revenu.

Face à cette violence d'Aguas del Tunari envers le mode de vie des paysans et des citadins, les deux groupes s'unissent au sein de la Coordinadora de defensa del agua y de la vida (Convergence de défense de l'eau et de la vie) afin de revendiquer d'une même voix l'annulation du contrat de concession et le retour de l'administration publique de la Semapa.

Oscar Olivera, porte-parole de la Coordinadora, présente la raison d'être de la nouvelle association citoyenne : « La Coordinadora n'est pas une entité technique qui élabore des projets, nous sommes un instrument de pression, parce que nous voulons construire un présent et un futur distincts de celui des gouvernements et de leurs amis étrangers et créoles; les citoyens de Cochabamba, nous voulons de l'eau abondante et à un coût abordable, nous voulons une gestion et une administration du service transparentes et honnêtes et nous voulons que les pauvres soient les premiers à se prévaloir de ce droit. »

## Un conflit géopolitique

La guerre de l'eau se déroule sur cinq mois. La Coordinadora organise plusieurs manifestations revendiquant la re-nationalisation de la gestion de l'eau. A la suite de ces moyens de pression populaires, le

gouvernement réagit par la répression en prétendant qu'il s'agit d'un mouvement qui ne représente que certains groupes radicaux. Les affrontements entre l'armée et la population sont violents. En réagissant ainsi, le gouvernement défend la multinationale étrangère tout en réprimant son peuple.

Afin de prouver la légitimité du mouvement de revendication, la Coordinadora organise alors une consultation populaire au cours de laquelle plus de 95% de la population réclame l'annulation du contrat d'Aguas del Tunari.

En avril 2000, après quatre mois de tensions sociales et d'affrontements dans les rues de Cochabamba, le gouvernement abdique et annule le contrat d'Aguas del Tunari. Il redonne ses pouvoirs à la Semapa, l'entreprise publique de gestion de l'eau. Mais bien que le peuple ait repris possession de la gestion de l'eau, le conflit n'était pas encore terminé.



En effet, après avoir été expulsé du pays, le consortium Aguas del Tunari tente une poursuite de 25 millions de dollars contre la Bolivie pour perte de profits anticipés devant le Centre international d'arrangement des différends sur l'investissement qui relève de la Banque mondiale. Toutefois, après près de cinq ans de litige, une entente à l'amiable survient au printemps 2006 et Bechtel, le principal actionnaire d'Aguas del Tunari, retire sa poursuite.

La réalisation du projet Misicuni a finalement été possible malgré la perte du partenaire privé. Quelques organisations de coopération internationale ont financé la continuité de ce projet. Depuis le 22 mars 2005, Cochabamba reçoit 500 litres/seconde d'eau provenant de Misicuni.

Ce cas démontre bien qu'une coopération internationale fondée sur la solidarité peut être plus efficace dans l'aide aux pays en voie de développement que les organisations favorisant des politiques néolibérales telle que la privatisation des services publics.

### Vers de nouvelles revendications géopolitiques

« Hier nous luttons pour l'eau, aujourd'hui et demain pour notre liberté. » Cette phrase d'Oscar Olivera résume bien la cassure historique que la guerre de l'eau a créée en Bolivie. Après 15 années de politiques néolibérales, la scène politique a connu un précédent en 2000 avec la guerre de l'eau de Cochabamba, qui a fait renaître l'espoir là où elle avait disparu.

Diverses revendications sont apparues depuis cet événement. Par exemple, les Boliviens ont réclamé la re-nationalisation de l'eau de La Paz et d'El Alto et la re-nationalisation des hydrocarbures. Ce dernier conflit a d'ailleurs mené la Bolivie au bord de la guerre civile et a fait tomber deux présidents : Sánchez de

Lozada en 2003 et Carlos Mesa en 2005. A la suite de toute cette instabilité politique et à ce mécontentement du travail des élus, le peuple a réclamé la formation d'une assemblée constituante citoyenne afin de revoir la constitution en entier. Le système politique au complet est ainsi remis en question.

C'est dans ce contexte politique qu'Evo Morales a été élu président de la Bolivie le 18 décembre 2005. Depuis cette élection, une certaine paix sociale s'est installée et l'espoir est au rendez-vous. Les hydrocarbures ont été nationalisés, l'assemblée constituante est en marche et le modèle économique néolibéral est voué à être remplacé par un « mouvement vers le socialisme ».

### Une lutte exemplaire

Selon M. Fernandez, « Cochabamba est aujourd'hui considérée comme un exemple pour les mouvements sociaux du monde qui luttent actuellement contre la privatisation et les effets pervers du capitalisme global. » Cet événement géopolitique, où les citoyens ont réussi à freiner une multinationale, un gouvernement et son armée, est désormais un exemple à suivre pour le monde entier. Il s'agit là d'une véritable autodétermination d'un peuple pour la gestion de ses ressources naturelles.

#### Conférence d'Oscar Olivera sur la Guerre de l'eau

Laura Handal Lopez

Oscar Olivera, un des fondateurs de la Coordinadora por la defensa del Agua y de la Vida, était de passage à Montréal le 7 juin dernier, pour participer à la conférence de clôture de la campagne L'eau - la vie avant le profit! de Développement et Paix. M. Olivera a joué un rôle clé au sein de la Coordinadora dans le mouvement contre la privatisation de l'eau de la ville de Cochabamba en 2000.

Pour M. Olivera, la mercantilisation de l'eau qu'a entraînée le processus de privatisation de l'eau de cette ville, ainsi que la non-reconnaissance de la capacité de gestion autochtone traditionnelle des résidents locaux, ont été les éléments déclencheurs du soulèvement du peuple de Cochabamba. Il expliquait que « pour [eux], l'eau, c'est le sang de la terre, elle possède une valeur culturelle et n'appartient à personne et encore moins aux multinationales. (...) Le concept de ressource naturelle ne devrait plus être utilisé pour désigner l'eau : ça la mercantilise et la définit implicitement comme vendable, contrairement au terme bien commun, qui sous-entend bien de la communauté, bien de tous. »

Nonobstant, c'est grâce au succès de ce mouvement que « le peuple Bolivien s'est rendu compte que les géants néolibéraux ne sont pas invincibles (...) et que la victoire d'Evo Morales a été possible », affirmait-t-il. Selon lui, « Evo Morales est le produit de plusieurs siècles de résistance autochtone et spécialement de la lutte pour l'eau de

Cochabamba. » Après cinq années de lutte, une des plus importantes victoires, selon M. Olivera, a été « que les gens aient pu retrouver leur voix et leur droit d'expression et qu'ils aient réalisé que ce ne sont pas nécessairement les grandes institutions financières, telle que la Banque mondiale, qui doivent décider de leur sort, mais que le peuple a le droit de décider pour lui-même. »

M. Olivera estime que les leçons que tirent les gens de Cochabamba de toute cette lutte, c'est que pour être en mesure d'obtenir des changements, on doit « posséder une bonne capacité d'organisation et de mobilisation, formuler et présenter des revendications précises et avoir de bons dirigeants ou portes-parole qui puissent transmettre la voix et les demandes du peuple. »

Quelques défis demeurent cependant, dont le développement d'une nouvelle sorte d'entreprise : l'entreprise sociale. M. Olivera affirme qu'à Cochabamba, « les gens ne veulent plus que la compagnie retourne aux mains de la municipalité, mais bien aux mains du peuple. » Pour Oscar Olivera, les instances publiques exercent souvent une gestion de l'eau ressemblant plutôt à celle des firmes privées, étant donné que les administrateurs publics doivent répondre à des contraintes politiques et économiques relevant du gouvernement central, sans compter que la corruption existant au sein de ces structures limite parfois l'accès à l'eau pour ceux n'ayant pas de liens familiers, d'amitié ou autres avec les administrateurs ou les autorités locales. D'après M. Olivera, « la transparence, l'efficacité, la participation des usagers et la justice sociale sont les quatre piliers pour le bon fonctionnement d'une entreprise sociale. »